

Paris, le 3 juin 2021

RENTÉE 2021 : COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE?

Frédérique Vidal, ministre de l'ESRI, a missionné le 16 avril dernier l'ancienne rectrice Françoise Moulin-Civil et la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) sur la "préparation de la rentrée étudiante 2021" et la "sortie de crise". Cette mission est principalement axée sur des éléments organisationnels et pédagogiques, sans prendre en considération la problématique des moyens et des "ressources humaines".

Les syndicats de l'ESR qui ont écrit à Jean Castex le 18 mai dernier pour lui demander un plan d'urgence en prévision de la prochaine rentrée universitaire attendent toujours la réponse à leur courrier sur ce sujet. D'une certaine manière, elle nous est parvenue indirectement à travers le projet de loi de finances rectificative présenté mercredi en conseil des ministres : pas un euro supplémentaire n'est prévu pour le programme 150 relatif aux Formations supérieures et recherche universitaire et seulement 150 M€ sont inscrits dans le programme 231 relatif à la Vie étudiante pour "sécuriser le financement jusqu'en fin d'année 2021 des bourses sur critères sociaux dans un contexte économique incertain"¹. Comment peut-on espérer accueillir dans des conditions sanitaires et pédagogiques acceptables les futur-es bachelier-es qui seront sans doute plus nombreux et nombreuses que l'année dernière ? Les moyens spécifiques à la loi ORE et ceux intégrés dans le plan de relance, qui ne sont pas pérennes, ne suffiront pas.

Alors qu'une large majorité des familles affiche le souhait de voir leurs enfants poursuivre des études dans l'enseignement supérieur le service public de l'ESR ne cesse de se dégrader. La dépense publique par étudiant-e est en baisse constante depuis 6 ans et le taux de recrutement d'enseignant-es et d'enseignant-es-chercheur-es est historiquement bas alors que plus de 90 000 étudiant-es supplémentaires ont été accueilli-es depuis deux ans et que cette augmentation des effectifs étudiants est amenée à se prolonger². Le financement annoncé des places supplémentaires à hauteur de 2000 euros en licence et de 3500 euros en master est très inférieur au coût moyen par étudiant-e à l'université (10 100 euros/ an en 2019). Ces places sous-financées ne peuvent qu'accroître la pression supportée par les personnels des établissements qui feront le choix de les ouvrir.

Comment envisager la préparation de la rentrée dans ces conditions ? Le recrutement de vacataires et de contractuel·les supplémentaires, l'explosion des heures supplémentaires sont des expédients alors que la situation actuelle est déjà critique : 4,4 millions d'heures complémentaires effectuées par les enseignant-es titulaires, recours massif aux contractuel·les (qui effectuent 1,4 million d'heures d'enseignement) et à 145 000 vacataires d'enseignement. Ces

1 PLFR 2021, Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire et exposé général des motifs, p. 10.

2 <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid156062/les-effectifs-d-etudiants-dans-le-superieur-en-2019-2020-en-progression-constante.html>

solutions aboutissent à une précarité toujours plus grande des personnels de l'ESR, à un manque de suivi dans la formation des étudiant·es, à un turn over dans les équipes pédagogiques, à une surcharge de travail notamment pour celles et ceux qui doivent accueillir et former les nouveaux collègues, et à une dégradation de la qualité des formations, des conditions d'études, d'enseignement et de recherche.

Pour le SNESUP-FSU, le service public de l'enseignement supérieur et la recherche doit être développé et considéré comme une priorité. L'argument de l'autonomie systématiquement brandi par le MESRI comme point final aux discussions avec les organisations syndicales concernant le manque de moyens n'est plus acceptable. Le ministère affirme que les établissements disposent des moyens de créer des postes pérennes s'ils le souhaitent, les universités, elles, demeurent confrontées à un sous-financement chronique. Les dialogues stratégiques de gestion, censés résoudre cette contradiction inhérente à l'autonomie des universités, ne permettent pas en réalité de répondre à leurs besoins de financement. Les rentrées se suivent et se ressemblent... Seul un choix politique fort peut nous faire sortir de cette impasse dont les étudiant·es et les personnels feront une nouvelle fois les frais. ■

SUIVEZ-NOUS !



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)

SNESUP-FSU – 78 rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris
Tél. : 01 44 79 96 10 – sg@snesup.fr – www.snesup.fr